

Dépendance

COLÈRE ■ Le Puy-de-Dôme participe au mouvement national dans tous les établissements, ce mardi 30 janvier

Voyez-vous ces Ehpad qui souffrent ?

Les syndicats décrivent des situations proches du « catastrophique » dans les Ehpad, avec des difficultés financières qui détériorent le travail des personnels et la vie des patients.

Philippe Cros

Is sont venus, ils sont tous là. « Vous voyez, sur ce dossier cela fait des mois que nous sommes en intersyndicale, fait remarquer Jacques Cocheux (CGT). C'est parce que la situation est très grave. »

Les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), dans le Puy-de-Dôme comme ailleurs en France, vivent des heures difficiles. Dans le département, l'appel national du mardi 30 janvier est porté par FO, la CGT, la CFDT, l'Unsa, la CFTC et est même soutenu – ce qui n'est pas habituel – par l'Association des directeurs au service des personnes âgées.

Une crise aiguë

L'été dernier, la suppression des contrats aidés sans préavis leur a mis un peu plus encore la tête sous l'eau. « Plus ça va, plus les déficits se creusent, résume Laurent Hillaire (CFDT). Aujourd'hui, il est impossible pour un établissement de ne pas être en déficit et cela se reporte sur les effectifs. » L'emploi, la variable d'ajustement.



EFFECTIFS. Les revendications portent sur le manque d'effectif et sur les difficultés budgétaires. PHOTO JÉRÉMIE FULLERINGER

Les contrats aidés représentaient 15, 20 ou même 25 % des effectifs dans certains établissements. Une situation héritée, qui n'allait pas de soi pour les syndicats, mais qui s'est inscrite dans la durée au fil des suppressions de postes de titulaires, remplacés par des contrats aidés, moins coûteux pour les établissements puisque soutenus par l'État.

La CGT a compté environ 300 contrats dans le secteur de la santé élargi, a priori les deux tiers dis-

paraissent. Ces salariés étaient devenus vitaux dans l'organisation des établissements, « déjà en sous-effectifs ». « Les Ehpad ne savent pas comment fonctionner sans ces postes », assure Jacques Cocheux. « Ces contrats aidés, c'était des personnes qui faisaient le boulot mais pour moins cher », complète Pascale Guyot (FO).

Pour les syndicats, l'étranglement se poursuit avec la loi d'adaptation de la société au vieillisse-

ment, « qui instille la performance dans les établissements ». « Nous avons chiffré à trois millions d'euros en moins pour les Ehpad pour tout le département, avec des pics pour certains », détaille Jacques Cauchaux (CGT).

« Nos besoins augmentent parce que les personnes âgées arrivent plus tard et sont plus dépendantes, plus nombreuses aussi, explique Pascale Guyot (FO). Et les moyens diminuent parallèlement.

Voilà pourquoi nous sommes en crise aiguë. »

Et demain ? « C'est clair : tout est fait pour que les personnes âgées n'aillent plus en Ehpad et pour transférer les coûts sur les usagers. » ■

➔ **Mouvement.** Demain mardi 30 janvier, tous les personnels des Ehpad sont appelés à participer au mouvement. Rassemblement place de Jaude à Clermont-Ferrand, à 10 heures. Les syndicats ont demandé à être reçus simultanément par le préfet, le président du Conseil départemental et le représentant départemental de l'Agence régionale de santé.

« Il est impossible pour un établissement de ne pas être en déficit. Cela se répercute sur les effectifs. »

EN CHIFFRES

9.000

places dans les Ehpad du Puy-de-Dôme (*).

114

114 établissements publics et privés.

85

C'est l'âge moyen (en hausse) d'entrée dans un établissement.

2

La durée de séjour est descendue à deux ans.

(*). Selon les organisations syndicales.

Toilette : « de la maltraitance institutionnelle »

« Vous voulez savoir ce qui se fait dans les maisons de retraite ? » lâche Pascale Guyot (FO).

« Moi, je dis que c'est de la barbarie, dit-elle. Quand on en arrive à un point où le personnel n'est plus en capacité de prendre soin correctement des personnes. En cinq minutes, il faut faire une toilette. On appelle ça une toilette VMQ : visage, mains, cul. » « On l'a même vu inscrit dans des notes de service, assure Laurent Hillaire (CFDT). Avec des chronos imposés par des établissements. La moyenne des douches pour nos personnes âgées, c'est une par semaine. » Les syndicalistes citent au moins un établissement du Puy-de-Dôme où c'est... « à peu près une douche par mois ! » De « la maltraitance institutionnelle » pour Bruno Lassalle, Unsa. Et des situations difficiles à vivre pour les personnels :

« Dans les Ehpad, le personnel est dans un état terrible, reprend Pascale Guyot. Imaginez une aide-soignante qui fait le visage-mains-cul, comment peut-elle le vivre si ce n'est en souffrance ? »

« Employés usés jusqu'à la corde »

Face à la charge de travail, le personnel « est contraint de choisir qui va manger froid » par manque de temps, raconte Laurent Hillaire. La nuit, il y a peu ou pas du tout d'infirmière disponible : les patients sont emmenés aux urgences de l'hôpital le plus proche.

« On est aujourd'hui dans des services de gérontologie médicalisés, estime Jacques Cocheux. On n'est plus dans des maisons de retraite. On se retrouve par endroits à 29,4 % de taux d'absentéisme. Cela veut dire que nos salariés sont usés jusqu'à la corde. » ■

Un directeur : « Oui, nous sommes au bout »

Plus important syndicat des directeurs d'Ehpad, l'Association des directeurs au service des personnes âgées rassemble la moitié des directeurs d'établissement dans le Puy-de-Dôme, et 250 sur 950 en Auvergne-Rhône-Alpes.

Bruno Fonlupt, directeur de l'Ehpad Saint-Joseph, à Lezoux, en est le correspondant régional.

■ **Les directeurs ne participent pas toujours aux journées d'action. Pourquoi serez-vous présents cette fois ?**

« Parce que, aujourd'hui, nous sommes quand même dans des situations de plus en plus difficiles. Notre secteur bénéficie de moins de financements et, avec la suppression des contrats aidés, nous vivons une période très difficile, sans perspective favorable devant nous. »

■ **Il y a donc une aggravation ?** « C'est la cata, oui. Déjà, ce n'était vraiment pas facile avant mais là... Avec la nouvelle tarifica-



SOUS-EFFECTIF. « Ici, c'est trois personnels pour trente personnes ». PHOTO M. TIJERAS

tion, on va enlever des budgets aux établissements qui étaient déjà un peu à la peine pour donner à ceux qui ont encore moins. C'est intenable. »

■ **Les syndicats parlent d'un transfert des coûts vers les usagers et d'une volonté de vider les Ehpad...** Le transfert des coûts, c'est plutôt vers la Sécu. Les usagers paient déjà cher pour un

service qui n'est pas au mieux, qui ne correspond pas à la prestation qu'ils sont en droit d'attendre.

Favoriser le maintien à domicile, oui, sauf qu'il faut aussi s'occuper des gens qui sont dans les Ehpad.

Comment fait-on ? Aujourd'hui, on ne trouve plus de salariés, avec les conditions de travail et les revenus du secteur, ce n'est plus attrayant. Dans les formations, on apprend aux aides-soignants à faire une toilette en trente minutes. Dans la réalité, on fait de l'abattage. Ici, c'est trois personnels pour trente personnes, et encore je ne suis pas dans les plus mal dotés ! »

■ **Que demandez-vous ?** Il y a eu un plan de solidarité grand âge, en 2006, qui prévoyait un agent pour un résident. Nous sommes à 0,7 dans le meilleur des cas mais plus souvent à 0,5 agent ou 0,4. Pendant la toilette, si une dame a

besoin de parler parce qu'elle vient de perdre son fils dans un accident, l'aide-soignante n'aura sans doute pas le temps de s'asseoir avec elle pour parler dix minutes. Parce qu'elle a d'autres toilettes. On n'a pas le choix. »

« Nous ne voyons aucune perspective d'amélioration. On fait du bricolage »

■ **Vous êtes au bord du gouffre, c'est ça ?** « Oui, nous sommes au bout. Et, surtout, nous ne voyons aucune perspective d'amélioration. Si on nous disait que dans un an cela ira mieux, on pourrait s'en sortir car nous avons des personnels dévoués et motivés. Mais là, on ne fait que du bricolage. » ■